

Sociologie du militantisme.
Problématisations et déplacement
des méthodes d'enquête

Olivier Fillieule et Bernard Pudal

L'étymologie du mot « militant » l'enracine d'abord dans l'univers religieux, dont il s'émancipe progressivement en se laïcisant, jusqu'à désigner un activisme spécifique qui peut concerner toute activité sociale comme en témoigne la comparaison entre deux définitions, l'une de 1866, l'autre de 1995 :

« adj ; 1° Terme de théologie. Qui appartient à la milice de Jésus-Christ. Le fidèle, toujours militant dans la vie, toujours aux prises avec l'ennemi. L'Église militante, l'assemblée des fidèles sur la terre, par opposition à l'Église triomphante (les saints, les bienheureux), et à l'Église souffrante (les âmes du purgatoire). 2° : Aujourd'hui, militant se dit dans un sens tout laïque, pour luttant, combattant, agressif. Caractère militant. Disposition, attitude militante. Politique militante. ETYM : lat. militare, être soldat » [*Littré*, 1866].

« adj. et nom. 1420 ; de militer. 1. relig. Qui lutte contre les tentations. Église militante (opposé à triomphante). 2. [1832] Qui lutte activement pour défendre une cause, une idée. Actif. Un syndicaliste très actif. – Qui prône l'action. Doctrine, politique militante (militance). 3.N. Membre actif d'une association, d'un syndicat, d'un parti. Militant ouvrier, révolutionnaire. Militant communiste. « Ces militants qui sont l'avant-garde de la classe ouvrière », Aragon. Une militante féministe. Aussi passionaria. Militant de base : personne qui, dans un parti, n'a pas de titre ou de responsabilité particulière dans la hiérarchie. Les militants de base et les apparatus. » [*Le Petit Robert*, 1995].

Cette dernière définition, habitée par l'imaginaire du militant ouvrier, plus encore du militant communiste, enregistre leur rôle de modèle durant toute une période. L'histoire et la sociologie du militantisme reflètent ce dessaisissement progressif de l'omniprésence de la figure du militant ouvrier qu'accompagne une redéfinition des formes d'investissement et un redéploiement des situations militantes. Aujourd'hui, les figures militantes sont multiples et il n'est guère

d'activité sociale qui n'ait ses militants dès lors qu'elle tend à devenir une cause pour celui qui l'exerce. En effet, le militantisme « peut en définitive être appréhendé comme une forme de participation active, non salariée, non orientée prioritairement vers l'obtention de profits matériels, et généralement présentée comme exemplaire puisque son intensité témoigne de l'importance et de la valeur qu'on peut accorder aux activités de l'organisation » [Lagroye, 2002, p. 244]. On peut donc exercer sur un mode « militant » son métier par exemple, ce qui peut se traduire par un auto contrôle des bénéfices matériels au profit des bénéfices symboliques (par exemple le médecin des pauvres ou le médecin humanitaire). Sans prétendre à l'exhaustivité, et dans une perspective cumulative, on retracera ici les étapes de l'évolution des problématisations et des méthodologies du militantisme, en insistant sur les apports des dix dernières années.

DU MILITANT OUVRIER AU MILITANT DISTANCIÉ

Du substantialisme à l'approche sociogénétique

Le paradigme scientifique dominant, en histoire sociale, associait, dans les années 1950 et soixante, une vision macro-historique (fondée pour partie sur le paradigme labroussien [Revel, 1996] et des agrégats réifiés (les « classes » sociales comme acteurs de l'histoire). Dans l'histoire sociale ouvrière [voir Perrot, Trempé, Agulhon, Willard], le groupe social fait office de héros collectif dont les groupes militants seraient l'expression la plus consciente. Marquées, implicitement et explicitement, par l'empathie d'intellectuels engagés eux-mêmes dans le mouvement ouvrier, ces recherches accordèrent très tôt une grande importance au militant ouvrier, ce qui conféra aux biographies de militants une place d'entrée de jeu déterminante alors même que le paradigme Labroussien et l'école dite des Annales se défiaient plutôt du genre biographique.

Aux marges de l'histoire universitaire, dans les années d'après-guerre, la biographie des militants foisonne. Le *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français* [Maitron, 1964-1997], œuvre collective d'une communauté historienne politiquement divisée, mais unifiée par son rapport empathique au « mouvement ouvrier », en sera la réalisation majeure. Commencée au début des années 1960, cette grande Œuvre collective en 44 volumes comprend 110 000 notices biographiques pour la période 1789-1940. Certaines notices ne dépassaient pas quelques lignes. Tout militant ne méritait-il pas la

reconnaissance de la science historique et de la mémoire collective ? Le DBMOF peut-être analysé comme un « lieu de mémoire » [Perrot, 1996], une sorte de Panthéon de papier des grands hommes du militantisme ouvrier, mais aussi des petits, ce qui explique les « réhabilitations », contre une vision « dominante » marquée par la réussite du communisme (relative mais incontestable en France de 1936 à la fin des années 1960), de figures militantes alternatives oubliées, sous-estimées ou disqualifiées (les anarchistes de Jean Maitron, les syndicalistes révolutionnaires de Jacques Julliard, le groupe Monatte de Colette Chambelland, etc.). Les pages héroïques de l'histoire du mouvement ouvrier ou des ouvriers en mouvement seront incarnées par divers dirigeants emblématiques (Babeuf, Blanqui, Proudhon, Varlin, Lafargue, Delesalle, Pelloutier, Lenine ou Trotski, et bien sûr le Jaurès de Madeleine Rebérioux, entre autres) dont la variété renvoie aux différences politiques entre historiens eux-mêmes. Dans ce contexte, l'histoire du PCF et des militants communistes devint un enjeu central. Il y avait d'un côté une histoire édifiante, tenue par les historiens quasi officiels du PC et de l'autre, une histoire politique, événementielle du communisme qui mit en cause dès les années cinquante cette histoire instrumentalisée [Dreyfus *et al.*, 2004, première partie]. La centralité du militantisme communiste mit Annie Kriegel au cœur des controverses de l'époque. Elle publia en 1968 un essai sur *Les Communistes français* qui fit date, où elle développait la thématique de la « contre-société » communiste et faisait du « permanent » communiste un militant tout à la fois dévoué, discipliné, quelconque et aveugle, ouvrant ainsi malgré tout la voie à une sociologie du militantisme communiste.

Du désintéressement aux rétributions du militantisme

En simplifiant beaucoup, un déplacement de problématique fondamental, à la fois cognitif, scientifique et politique, a progressivement atteint le paradigme dominant antérieur. Ce déplacement de problématique a emprunté des voies multiples, variables suivant les pays et au sein de chaque pays, mais qui apparaissent aujourd'hui avoir suivi une même ligne de plus grande pente. Il a été nettement caractérisé par C. Charle dans son étude sur les « Trois âges de la biographie collective » [Charle, 1996]. Il s'agit de la tendance à la mise en cause progressive du substantialisme et à celle de la réification des collectifs qui caractérisaient ces travaux historiens. Le substantialisme ne se limite pas au groupe social (la classe) mais affecte aussi d'autres catégories d'analyse qui doivent être déconstruites parce qu'elles

restent en prise avec la réification des acteurs collectifs : « le » militant ; « l'adhérent » ; « l'adhésion » ; « le » parti ou « l'organisation », « la » direction de tel ou tel groupement, etc... Si on limite son intérêt à la seule histoire ouvrière, de nombreux travaux ont participé à restituer à la construction du groupe ouvrier, dans une perspective sociogénétique, une histoire moins substantialiste. On pense évidemment à l'ouvrage pionnier de Thompson, *The Making of the English Working Class* [1966], dont la portée méthodologique ne sera comprise, en France, que lorsque les conditions intellectuelles de sa réception seront réunies [1988a]. Sans entrer dans le détail de ces recherches, dont Noiriel [2007] a proposé une esquisse de synthèse sous un titre délibérément en rupture avec le substantialisme, *Les ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècle*, la perspective adoptée a profondément modifié les cadres interprétatifs des analyses antérieures. Ce renouvellement est incontestable et s'explique, selon Prost, « par l'apport d'autres sciences sociales, dont les problématiques et les méthodes ont inspiré les historiens » (science politique, linguistique, sociologie, ethnologie, etc.) et parce qu'il a « dépendu des problèmes qui ont agité la société française » (le féminisme, « l'effet 68 » en matière d'analyse des institutions de contrôle social et la question de l'immigration) [Prost, 1995]. Ce déplacement de problématique n'a pas débouché sur un nouveau paradigme historien unifié mais plutôt sur la multiplication des points de vue ou des échelles d'analyse. On peut néanmoins dégager certains points forts. En premier lieu le recours de plus en plus fréquent à la prosopographie (ou biographie collective) permet d'étudier des groupes militants plus restreints et selon diverses perspectives (les brigadistes français engagés dans les combats de l'Espagne républicaine, les prêtres-ouvriers ou les militants jocistes, les femmes militantes, par exemple). Ce parti pris « réaliste » n'alla pas sans tensions. D'autre part, aux biographies ou autobiographies de militants, auparavant édifiantes, se sont substituées des biographies plus contrastées et des autobiographies autocritiques de militants.

La seconde voie de ce déplacement de problématique, que nous disons pour des raisons analytiques, mais aussi parce qu'elle a été le plus nettement réalisée en sociologie et en science politique, s'inscrit plus spécifiquement dans l'histoire de l'évolution des analyses sociologiques de la mobilisation et de la représentation (au sens de porte-parolat). Avec des outillages conceptuels divers, et parfois non compatibles, c'est l'idéologie du désintéressement, qui est au cœur de la figure du « militant ouvrier », mais plus généralement de tout militantisme, qui a été progressivement révoquée en doute. Le « militant ouvrier » tient son « aura » de ce qu'il symbolise le plus haut degré

d'engagement et le plus haut degré de désintéressement, jusqu'au sacrifice de sa vie parfois, toujours au prix d'une répression multiforme qui le guette (licenciements, emprisonnements, violences physiques, absence de promotion). Que ce soit par le biais du paradigme olsonien [1978] ou par le biais d'une sociologie des rétributions du militantisme [Gaxie, 1977, 2005] dont l'origine scientifique peut être référée à l'œuvre de Weber ou encore par le biais d'une réflexion sociologique sur les phénomènes de délégation politique [Bourdieu, 1984b], ce doute scientifiquement construit, combiné à la résistance au substantialisme, a donné lieu à l'élaboration de multiples cadres d'analyse des militantismes. Introduisant une rupture entre le militantisme et les motifs allégués par les militants, entre les militants et les groupes qu'ils représentent, ce déplacement de problématique oblige à s'interroger sur les contradictions inhérentes au militantisme.

L'ensemble des relations entre les représentants du groupe ouvrier – quels qu'ils soient et quels que soient ces représentants – et le groupe lui-même devient alors « problématique » à tous les sens du mot. Ce n'est certes pas un hasard si ces partis pris réalistes se traduisent par des textes – parfois essayistes – qui, dans les années soixante-dix, s'interrogent et interrogent les investissements militants [Mothé, 1973 ; Bourdet, 1976 ; Gaxie, 1977]. Nous sommes passés progressivement à un ensemble d'analyses qui désacralisent le militantisme ouvrier, interrogent ses « motivations », psychologisent parfois ses investissements, insistent toujours sur les enjeux spécifiques de la représentation, sur les prédispositions sociales au porte-parolat, sur les incitations sélectives ou les rétributions du militantisme (rétributions symboliques, thérapeutiques, financières, promotionnelles, culturelles, en capital social, etc.) [Gaxie, 2005 ; Fillieule, 2005b].

Ce déplacement de problématique, plutôt historien dans le premier cas, plutôt sociologique dans le second, a donc progressivement abouti à de multiples recherches historiennes et sociologiques sur les déterminants sociaux de l'engagement militant et sur les échanges qui président à la rencontre entre des individus plus ou moins prédisposés à s'engager et des organisations (partisanes, syndicales). Ces analyses des trajectoires militantes interrogèrent en particulier les mécanismes et les conditions de possibilité de la légitimation d'un personnel politique ouvrier socialement illégitime [Offerlé, 1984 ; Pudal, 1989].

Ce déplacement de problématique n'alla pas sans dérives : l'analogie économique mal comprise, qui fait du militant un être intéressé et calculateur, de l'organisation à laquelle il appartient une « entreprise », peut conduire à un ensemble d'interprétations réductrices, plus ou moins conscientes, où les intellectuels engagés dans le mouvement

ouvrier sont nécessairement des « ratés » ou des « déclassés », où les militants ouvriers ne sont plus animés que par les intérêts liés aux incitations sélectives et par les divers avantages que procurent les postes, rétribués ou non, auxquels ils accèdent. Dès lors, par une sorte de spirale dénonciatrice, les héros d'hier perdent tout attrait et bien des militants, en particulier les militants et cadres communistes, et plus généralement tous ceux qui se voulaient « révolutionnaires », ne sont plus que des hommes quelconques [Kriegel, 1968] cyniques et dangereux, en tout cas mus par l'illusoire désir de régénérer l'homme [Furet, 1995]. Blanqui par exemple subira un tel sort. Certaines pages, hier glorieuses, comme celle de l'histoire des brigades internationales, n'apparaissent plus que sous l'angle des conflits internes au camp républicain ou de leur enjeu dans les jeux des diplomaties « totalitaires » de l'époque. Les hommes de l'ombre viennent en pleine lumière, si l'on ose dire. Et le dégoût pour son objet s'affiche explicitement. Cette deuxième configuration, toujours focalisée sur le militant du mouvement ouvrier, se situe à un moment où l'on assiste en France à un reflux des luttes collectives et à une crise de confiance dans ce militantisme. La stagnation puis le déclin du parti communiste, les révélations désormais incontestées de la terreur stalinienne, étaient propices à des instrumentalisation politiques visant à disqualifier les militants.

Déclin de l'engagement, dépolitisation et engagement distancié

Les deux premières phases sont centrées sur le Mouvement ouvrier et animées par des chercheurs engagés plus ou moins continûment dans le mouvement ouvrier, même lorsqu'ils sont universitaires. La troisième configuration est très différente. Elle se singularise par une triple « nouveauté » : celle des militantismes étudiés, celle des chercheurs qui les étudient et souvent celle des théories utilisées. Font désormais centralement l'objet d'études, de thèses, de rapports de recherche, l'ensemble des nouvelles luttes : les dits « nouveaux » mouvements sociaux (Attac ; SOS racisme [Juhem, 1998] ; l'altermondialisme [Agrikoliansky, Fillieule, Mayer, 2005 ; Fillieule *et al.*, 2004 ; Agrikoliansky, Sommier, 2005 ; Sommier, Fillieule, Agrikoliansky, 2008a] ; les engagements humanitaires [Dauvin, Siméant, 2002 ; Collovald *et al.*, 2003 ; Zunigo, 2003] ; les luttes des « sans » [Siméant, 1998 ; Péchu, 2006 ; Pierru, 2003 ; Dunezat, 2004 ; Maurer, 2001 ; Mouchard, 2009] ; d'anciennes associations peu étudiées, mais qui font désormais figure de précurseurs [Agrikoliansky, 2002 sur la Ligue des Droits de l'Homme] ; de nouvelles organisations syndicales [Bruneau, 2005, 2006, sur la Confédération paysanne de José Bové] ; les luttes sur des enjeux spécifiques [Voegtli, 2009 ; Broqua,

2005 ; Broqua, Fillieule, 2001 ; Fillieule, Broqua, 2000 sur le SIDA et les questions homosexuelles], ou encore la prostitution [Mathieu, 2001], les associations issues de l'immigration [Hamidi, 2002 ; Hmed, 2006, 2008], l'environnement [Ollitrault, 2008], les associations de défense des retraités [Lambelet, 2009b]. D'autres militantismes politiques sont investis, à la fois dans une perspective sociogénétique mais aussi en renouvelant les modes d'analyse : l'analyse localisée et celle des réseaux [Sawicki, 1997 ; Mischi, 2002] ; celle des modes de réinvestissement [Berlivet, Sawicki, 1994 ; Fretel, 2004]. La palette des militantismes politiques s'est considérablement diversifiée : du FN [par exemple Lafont, 2001 ; Boumaza, 2002 ; Bizeul, 2003] à la LCR [Joshua, 2007]. Enfin, « 68 » commence à faire l'objet de travaux universitaires [Damamme *et al.*, 2008]. Ce fut le cas d'une des premières thèses de science politique consacrées à cet enjeu sous l'angle d'une analyse comparée France-Italie sur la question du passage, dans le cas Italien, à la violence révolutionnaire tandis qu'en France il n'en fut rien [Sommier, 2008a]. C'est dans ce contexte de crise du militantisme ouvrier et d'émergence de nouveaux militantismes qu'émergea la figure du « militant distancié » dont l'ouvrage discuté de Jacques Ion fournit un signalement provisoire [Ion, 1997, 2001].

Ion revendique une sorte de démarche « empirique » qui doit révéler progressivement ses implications théoriques. La thématique de la crise du militantisme concerne aussi bien les syndicats que les partis politiques mais aussi les nouveaux militantismes dans la mesure où ces derniers seraient caractérisés par une sorte de « distanciation au militantisme ». Refusant aussi bien une approche qui fait du discours des agents la vérité de leurs pratiques et de l'analyste qui chercherait dans les raisons biographiques ou sociographiques les causes de l'engagement, un analyste capable de dire la vérité des pratiques inconnues des agents, Ion prétend s'intéresser aux formes de l'engagement à un moment où « l'individualisme » en modifie l'action et met en péril sa survie. À cette approche qualifiée de morphologique Ion ajoute la dimension historique. Pour Ion, la propension communautaire est restée pendant près d'un siècle une dimension essentielle de la vie syndicale. C'est dans ce modèle mixte que s'est développée la figure du militant dont le militant communiste serait le paragon.

Ce militant du passé serait « dépassé » par un nouveau type de militant. On assisterait à un effacement des organisations bureaucratiques et hiérarchisées au profit de groupements plus informels et décentralisés (dans le monde du travail, les coordinations prendraient ainsi la relève des grandes confédérations syndicales). Surtout l'engagement individuel se ferait moins intense, comme si les militants prenaient garde à ne pas se laisser piéger par la logique épuisante du surengagement et

veillaient à ce que leur individualité soit davantage respectée ; en témoigneraient la réduction du nombre et de la durée des réunions ou l'affaiblissement de la sociabilité militante. Cette perspective suscita de nombreuses critiques [Collovald *et al.*, 2002 ; Brodiez, 2006 ; Contamin, Delcroix, 2009], lesquelles mettent en évidence une série de présupposés et rendent attentif le lecteur trop pressé au passage non contrôlé des idéaux types construits pour la recherche aux images d'Épinal du sens commun [Lambelet, 2009]. La critique, pour le dire d'un mot, souligne que les études sur l'engagement distancié (mais elle valait aussi bien pour les théories des nouveaux mouvements sociaux inspirées de Inglehart), ne feraient que reprendre les points de vue des acteurs et disparaître « toute investigation sur le travail historique et collectif de construction des "causes" » [Collovald *et al.*, 2002, p. 179]. Toute la thématique du militantisme « distancié » est construite sur un système d'oppositions au passé qui présente de nombreux points faibles : elle fait du militant du passé un militant « total » sans en restituer toute la complexité ; elle met en avant un processus d'individuation qui n'explique pas grand-chose et qui reste à élucider. En oubliant l'autonomie dans la délégation (le sens de soi, la dignité personnelle, le quant à soi), y compris dans le militantisme communiste, en « rabaisant » le passé à du quantitatif comme si les valeurs n'étaient pas au cœur des luttes passées (la dignité ouvrière, etc..), en omettant que la « nouveauté » est une ressource symbolique des concurrences militantes, l'omniprésence de la rhétorique de la personne oublie que rien n'est plus illusoire pour un sociologue que la « personne ». Par exemple l'opposition entre ressources individuelles et ressources collectives ne veut pas dire grand-chose, les ressources individuelles sont des ressources collectives personnellement appropriées :

Les ressources individuelles sont essentiellement des ressources collectives réappropriées sur un mode personnel et sont alors esquivées des interrogations sur l'ensemble des ressources dont les acteurs disposent sur les différents espaces où ils les ont acquises, sur ce qui les incite à et les rend capables d'adopter un mode personnel de présentation de soi, sur les opportunités sociales et politiques qui leur sont offertes pour le faire jouer, sur la valeur de celui-ci dans un contexte historique et politique précis [Collovald *et al.*, 2002, p. 194].

Au total, sans nier les mutations du militantisme que les recherches de Ion ont l'intérêt de souligner, l'engagement d'hier comme celui d'aujourd'hui sont redevables de semblables méthodologies, sachant que les dispositions à l'engagement ne dépendent pas directement des appartenances sociales mais sont aussi produites à la rencontre entre des dispositions et des positions, situées dans le cours d'une trajectoire sociale

et prises dans des configurations déterminant autant d'opportunités ou de contraintes. Plutôt que de parler de militantisme « distancié » une interrogation majeure se fait donc jour : comment étudier les effets de processus historiques « d'individuation » (et non d'individualisme) sur les pratiques militantes. Dans cette perspective, la prise en compte des mutations des dispositions au militantisme en relation avec les transformations socioéconomiques et culturelles [Sawicki, Siméant, 2009], en particulier celles du système d'enseignement, avec la généralisation de l'enseignement secondaire-supérieur à partir des années soixante, devient une question centrale [Damamme *et al.*, 2008 ; Matonti, Poupeau, 2004].

UNE APPROCHE INTERACTIONNISTE PAR LES CARRIÈRES

Depuis une dizaine d'années, c'est surtout la sociologie du militantisme comme activité sociale inscrite dans le temps, qui articule des phases d'enrôlement, de maintien de l'engagement et de défection, qui s'est développée [Fillieule, Mayer, 2001 ; Agrikoliansky, 2002 ; Fillieule, 2005b, 2010 ; Bargel, 2008 ; Leclercq, 2008 ; Pagis, 2009 ; Hamidi, 2006]. D'où le recours à l'expression de carrière militante qui renvoie directement à la tradition interactionniste de l'école de Chicago [Strauss, 1959 ; Becker, 1960 ; 1985 ; Gerth, Mills, 1954].

Une approche processuelle et configurationnelle.

La notion de carrière est mise en œuvre par Hughes [1958] pour appréhender les étapes d'accès et d'exercice d'une profession comme une suite de changements objectifs de positions et la série des remaniements subjectifs qui y sont associés. Comme le souligne Becker, le concept de carrière chez Hughes renvoie à deux dimensions :

Dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive [Becker, 1985, p. 121].

En offrant le moyen d'une attention aux processus et à la dialectique permanente entre histoire individuelle, institution et contextes, cette approche exhibe le produit concret de ce que les acteurs font en étant

faits. Elle permet de reconstruire « une succession de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu. Chaque phase requiert une explication et une cause agissant pendant l'une des phases de la séquence peut avoir une importance négligeable pendant une autre phase [...] L'explication de chaque phase constitue donc un élément de l'explication du comportement final [...] La variable qui prédispose un individu à aborder une phase déterminée peut ne pas agir parce que celui-ci n'a pas atteint le stade du processus qui permet de franchir ce pas » [*ibid.*, p. 45-46].

La notion de carrière permet donc de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection(s) et déplacement(s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétraction ou extension des engagements [Fillieule, 2001, 2010].

L'analyse de carrière implique la prise en compte de deux dimensions essentielles des identités sociales : dans une perspective diachronique, celle de la transformation des identités ; dans une perspective synchronique, celle de la pluralité des sites d'inscription des acteurs sociaux.

Dans *Miroirs et masques*, Strauss [1992] analyse ainsi ce qu'il appelle les « changements institutionnalisés » (changements de statut provoqués par exemple par l'entrée dans la vie active, le mariage, etc.) et les « accidents biographiques » (crises, échecs, deuils, etc.) en mettant particulièrement l'accent sur les processus de « désidentification » et « d'initiation » qui peuvent produire des changements durables et irréversibles des identités, c'est-à-dire des représentations, des attitudes et des motifs [voir Voegtli, 2004, pour une discussion stimulante de la notion de bifurcation]. Quant à la notion de pluralité, elle renvoie à l'idée que l'inscription des acteurs sociaux dans de multiples mondes et sous-mondes sociaux est une des caractéristiques fondamentales de la vie sociale contemporaine [Strauss, 1993, p. 41-43]. Les organisations militantes se composent d'individus insérés dans une multiplicité de lieux de l'espace social. Ils sont donc en permanence soumis à l'obligation de se plier à différentes normes, règles et logiques qui, parfois peuvent entrer en conflit. Les insertions politiques des individus sont en tension avec les autres insertions de ces mêmes individus [Gottraux, 2002]. Autrement dit, les individus sont plus ou moins plongés dans une pluralité de mondes sociaux, ou de sphères de vie et donc soumis à des principes de socialisation hétérogènes et parfois même contradictoires qu'ils intériorisent. On pourrait par conséquent émettre l'hypothèse de l'incorporation par chaque acteur d'une multiplicité de schèmes

d'action, d'habitudes, qui s'organisent en autant de répertoires que de contextes sociaux pertinents qu'il apprend à distinguer à travers l'ensemble de ses expériences socialisatrices antérieures [pour une conception du même ordre voir aussi Lahire, 1998, 2002].

Ce constat d'un lien entre contextes sociaux et stocks de dispositions a pour conséquence d'affaiblir la valeur des analyses des déterminants de l'engagement ou du désengagement reposant sur des traitements multivariés mettant en relation la variable à expliquer avec les propriétés sociales des individus, à partir de réponses à des questionnaires ou des interviews structurées. En effet, une propriété sociale quelle qu'elle soit (par exemple le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le statut professionnel, etc.) n'a pas une grande capacité explicative si on ne l'a resituée pas dans la « configuration » (au sens d'Elias) dans laquelle elle s'actualise et contribue à la formation de telles ou telles dispositions. Autrement dit, les propriétés sociales des individus sont ambivalentes. « Leur valeur (et donc leur force explicative) se fixe et varie conjoncturellement selon le système d'interrelations concurrentielles dans lesquelles elles s'insèrent » [Bargel, 2008]. Ce système se lit à trois niveaux.

D'abord *au niveau du champ politique* élargi, entendu comme système concurrentiel plus vaste : en fonction de la valorisation sociale, à tel moment du temps et dans tel ou tel secteur de l'activité militante, de tel ou tel modèle du « bon militant », certaines propriétés sociales et dispositions vont se trouver dévaluées ou au contraire favorisées. On le sait, la valeur sociale d'une cause, aussi bien que des manières d'y contribuer, peut varier en fonction des transformations de l'espace dans lequel celle-ci s'inscrit. Se mobiliser contre le sida au début de l'épidémie, par exemple, n'a pas le même sens socialement que dans les années 1990, la cause sida ayant acquis à la fin des années 1980 une légitimité forte et de plus en plus détachée de la stigmatisation homophobe.

Ensuite, *au niveau micro des idiosyncrasies*, puisque c'est dans la succession des rencontres entre des propriétés sociales et des contextes variables de socialisation que se forment les dispositions. Par exemple, le sexe ne constitue pas en soi une variable explicative du rapport au politique et à l'engagement, même si l'on note toujours une différence sexuée dans les niveaux et les modes d'engagement des hommes et des femmes [Burns, Schlozman, Verba, 1997]. La prise en compte en revanche des effets de l'appartenance à une catégorie de sexe dans un sous-monde social donné, à telle ou telle étape de la biographie, permet de saisir avec finesse la dimension sexuée des répertoires de schèmes de perception et d'habitudes [Fillieule, 2009a].

Enfin, le système d'interrelations concurrentielles doit également être observé *au niveau meso des organisations*. Ce qui implique de

comprendre les logiques tant structurelles que sociales et politiques de sélection et d'orientation des activités mises en œuvre par les organisations, afin de saisir les valorisations variables des attributs sociaux de ses membres. Kanter [1968] ne dit pas autre chose lorsqu'elle souligne à quel point la notion d'engagement se situe à l'intersection entre les exigences organisationnelles et les expériences individuelles, ce qui implique que l'on pense les trajectoires d'engagement à partir de leur lieu pratique d'inscription. Gerth et Mills [1954, p. 165-191] ont proposé un ensemble d'outils conceptuels permettant de penser ces relations entre individus et institutions. On en tire deux enseignements.

D'abord, le constat que l'engagement dans des activités militantes est le produit d'un ajustement entre demande et offre de militantisme. Cette offre ne se réduit pas à la diversité des causes disponibles à un moment donné et renvoie aussi à la manière dont les groupements sollicitent ou découragent les engagements au moyen de leur image publique et d'un ensemble d'outils de sélection constituant autant de barrières à l'entrée ou de filtres propres à orienter les impétrants, qui vers la sortie, qui vers tels ou tels rôles plutôt que tels autres.

Ensuite, si l'on considère avec Gerth et Mills qu'une institution est une organisation de rôles distincts et hiérarchisés auxquels les membres doivent se conformer, il est raisonnable de penser que l'intériorisation de ces rôles passe par des mécanismes d'apprentissage et de socialisation secondaire dont il faut étudier la prégnance – de l'alternation [Berger, Luckmann, 1994] aux adaptations stratégiques et distancées – et la durabilité, du point de vue des conséquences biographiques dans l'ensemble des sphères de vie.

Sélection des membres et socialisation secondaire

Selon Gerth et Mills, « les institutions sélectionnent et éjectent leurs membres en fonction d'une grande variété de règles formelles et de codes informels. Les critères formels permettant d'assumer ou d'abandonner un rôle peuvent être des critères spécifiques comme l'âge, le sexe, l'état de santé » [1954, p. 165] ou résulter d'une volonté d'emprise tentant de prendre en compte la totalité de la biographie [Pennetier, Pudal, 2002]. Dans le champ des activités militantes, la sélection des personnes peut s'opérer de manière plus ou moins formelle et insidieuse en fonction d'attributions explicites ou implicites. McAdam en donne un exemple dans un article où il explore les dimensions genrées du recrutement par le SNCC (*Student Nonviolent Coordinating Committee*) de volontaires étudiants blancs en vue du *Freedom Summer* de 1964 [McAdam, 1992]. Alors même que les

femmes étaient plus activement impliquées que les hommes dans les organisations du mouvement des Droits civiques, leur candidature fut fortement découragée en raison de stéréotypes à la fois racistes (la femme blanche doit être protégée des hommes noirs prédateurs sexuels) et sexistes (les femmes sont trop fragiles et trop peu armées pour affronter la violence raciste au Mississippi). Et parmi celles qui malgré tout persistent dans leur volonté d'engagement, les recruteurs exclurent presque systématiquement celles qui déclaraient ne pas entendre se cantonner à des tâches considérées comme plutôt féminines (paperasserie, etc.), sans compter la résistance des familles, évidemment inégale selon qu'il s'agissait d'hommes ou de femmes. Sur ce dernier point, McAdam fait justement remarquer que si, pour les hommes, l'engagement dans le *Freedom Summer* pouvait s'apparenter assez bien aux traditionnels défis qu'un jeune doit affronter pour devenir un homme, il n'en allait pas de même des filles pour qui « il existait peu sinon aucun précédent équivalent disponible permettant de légitimer la participation dans le projet » [McAdam, 1992, 1218].

Dans un tout autre domaine, l'engagement dans les essais vaccinaux contre le sida, une récente recherche a montré, au moyen d'un dispositif sophistiqué d'analyse du recrutement par le groupe d'experts en charge de la constitution du réseau de volontaires, que les stéréotypes – ici à la fois de genre et de classe – présidant à la sélection des personnes pouvaient jouer de manière tout à fait inconsciente sans pour autant perdre de leur efficacité [Fillieule, Blanchard, *et al.*, 2009]. Si les responsables du recrutement ne font jamais état de critères discriminants liés à la classe sociale ni surtout au sexe des candidats, l'analyse lexicométrique des lettres de motivation initiales laisse clairement apparaître que la première étape de sélection repose en partie sur la relative mise à l'écart des femmes et des personnes issues des milieux populaires. L'exclusion liée à la classe s'explique assez facilement, l'exercice de la lettre de motivation ayant toutes les chances de rendre visible des inégalités de compétence de la part des candidats. L'aisance dans le maniement de l'écrit, la plus ou moins grande familiarité avec l'exercice de la justification, la plus ou moins grande capacité à monter en généralité pour défendre sa participation à une cause sont, on le sait, autant de ressources dont la disposition ne se distribue pas au hasard dans le monde social. Au clivage lié aux positions de classe s'articule de manière intuitivement moins évidente un clivage lié au sexe. En effet, les individus qui sont le plus souvent éliminés au stade de la lettre expriment leur « motivation » dans un registre très personnel et tentent de défendre l'adéquation de leur profil à l'appel à volontaire en se référant quasi exclusivement à un registre expérientiel et à un registre

émotif. Ce groupe se compose surtout de femmes et de personnes issues des catégories populaires, lesquelles sont traditionnellement plus habituées à parler en leur nom qu'au nom de principes universels ou d'impératifs abstraits. À l'inverse, le groupe des personnes qui manient la montée en généralité avec dextérité regroupe sans surprise une forte proportion d'hommes et les professions qui cumulent à la fois capital économique et culturel. C'est ce groupe qui a statistiquement toutes les chances de franchir chaque étape du recrutement avec succès.

Les organisations opèrent également tout un travail de socialisation de leurs membres, entendu comme une prise de rôle, laquelle permet à l'individu d'accomplir correctement ses tâches et d'identifier les rôles auxquels il a affaire. Cette socialisation secondaire [Berger, Luckmann, 1994] peut parfois prendre la forme d'inculcations explicites, dont le but est d'homogénéiser les catégories de pensée des militants et leur façon d'agir au sein et au nom de l'organisation [Siblot, 1998 ; Ethuin, 2003], mais, la plupart du temps, le savoir-faire et le savoir-être militants renvoient à un « sens pratique », soit « l'ajustement anticipé aux exigences d'un champ, ce que le langage sportif appelle le « sens du jeu » (comme « sens du placement », art d'« anticiper », etc.) », lequel s'acquière au travers d'un « long processus dialectique, souvent décrit comme « vocation », par lequel « on se fait » à ce par quoi on est fait et on « choisit » ce par quoi on est « choisi » [Bourdieu, 1980, p. 111-112 ; Pudal, 2003] et qui opère en dehors de la conscience connaissante.

Si, pour reprendre Gerth et Mills, « les institutions impriment leur marque sur l'individu, modifiant sa conduite externe aussi bien que sa vie intérieure » [1954, p. 173], il faut donc s'intéresser à la fois au contenu et aux modalités du processus de socialisation institutionnelle, ou du « façonnage organisationnel » [Sawicki, Siméant, 2009 ; Lambelet, Voegtli, 2009].

Trois dimensions peuvent ici être distinguées : l'acquisition de « savoir-faire » et de « savoir-être » d'une part (ressources), d'une vision du monde (idéologie) d'autre part et la restructuration enfin des réseaux de sociabilité, en lien avec la construction des identités individuelles et collectives (réseaux sociaux et identités).

L'acquisition de ressources (« savoir-faire » et « savoir-être ») d'une part, renvoie au fait que la participation à une activité militante peut permettre d'acquérir des ressources, évidemment variables en fonction des capitaux détenus par ailleurs et antérieurement à l'engagement, et donc générer des rétributions, entendues ici comme les bénéfices matériels ou symboliques que les individus pensent retirer de l'engagement. Quatre caractéristiques principales des rétributions doivent être soulignées afin d'éviter toute confusion.

Premièrement, celles-ci comportent à la fois une dimension objective et subjective, ce qui veut dire que les rétributions effectivement retirées du militantisme ne sont pas forcément perçues par les acteurs. Deuxièmement, elles peuvent être à la fois espérées avant l'engagement et poursuivies ensuite, mais aussi et peut-être surtout pour les militants 'de base' qui n'ont pas toujours grand-chose de bien tangible à attendre d'un engagement, découvertes dans le cours de l'action, produites en quelque sorte par l'expérience militante. Troisièmement, les coûts se confondent parfois avec les bénéfices [Hirschman, 1983, p. 151]. Quatrièmement, les rétributions varient au gré de l'évolution des contextes et des expériences individuelles.

L'attention à la variabilité des rétributions n'est jamais autant assurée que lorsque l'on adopte une perspective d'analyse en terme de carrière. Pourquoi, à telle ou telle étape de la trajectoire, l'engagement dans une activité militante devient-il possible ? À quelles conditions les bénéfices retirés de cet engagement se maintiennent-ils et pourquoi les rétributions en viennent-elles parfois à s'épuiser ? Autant de questions auxquelles l'on peut espérer répondre si l'on garde à l'esprit ce que nous avons établi plus haut : les individus sont inscrits dans une pluralité d'espaces sociaux et les rétributions qu'ils y perçoivent sont elles-mêmes variables ; dans chacun de ces espaces, les individus sont amenés à endosser des rôles spécifiques dans lesquels ils sont plus ou moins « pris ». Ceux-ci définissent autant de contextes de socialisation. Cela s'observe particulièrement bien si l'on prête attention au poids des rapports sociaux de sexe, lesquels contribuent à déterminer les assignations d'attentes de rôle, ainsi qu'à façonner les perceptions de la réalité et le rapport au politique ; les identités sont le produit du processus d'ajustement à ces rôles. Il en découle que les sorties de rôle peuvent entraîner des renégociations identitaires plus ou moins déchirantes. Aussi bien, la structuration de l'identité a des effets en retour sur les possibilités de sortie de rôle et sur la manière dont seront éventuellement endossés d'autres rôles. Cette dimension identitaire est particulièrement nette pour les individus qui se sont, au sens propre, « consacrés » à l'organisation militante, et à laquelle, bien souvent ils ont le sentiment de tout devoir [Pudal, 2005] ; des changements significatifs peuvent intervenir dans les différentes sphères de vie, constituant autant de bifurcations où se redistribuent certains rôles et se modifient les identités. De ce point de vue, la socialisation de l'individu est pensée comme un processus continu, notamment sous l'effet des activités militantes [Strauss, 1959 ; Ryder, 1965, p. 860].

Ces remarques suggèrent que l'analyse des logiques de l'engagement militant doit en passer par l'identification, dans les

différentes sphères de vie, des « succession [s] de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu » [Becker, 1985], ce que permet l'analyse biographique. Ces moments critiques se traduisent par une nouvelle cotation des rétributions attendues, sachant que la valeur de celles-ci dans une sphère co-varie avec la valeur qu'on leur prête dans toutes les autres sphères. La sortie du monde professionnel, par exemple, qu'il s'agisse d'une retraite ou de la perte de son emploi peut déboucher sur le désir ressenti d'un investissement social associatif ou politique qui permette de retrouver une « raison sociale » et de nouvelles formes de responsabilités.

Ce point attire d'ailleurs l'attention sur une certaine faiblesse des explications « classiques » de l'épuisement des rétributions qui se réfèrent seulement à l'évolution des organisations militantes. Par exemple, la routinisation et l'institutionnalisation des activités ou la perte de foi dans le triomphe de la cause. En excluant tout ce qui ne se rapporte pas directement à la sphère des activités militantes, et que d'ailleurs on ne se donne pas la peine d'explorer, l'on s'interdit par exemple de rendre compte de défections individuelles ou de l'effondrement de collectifs dans des contextes où le fonctionnement des organisations et l'économie des rétributions offertes ne changent pas. Les exemples ne manquent pas dans la littérature de ces moments où l'engagement sur une cause, aussi bien que le désinvestissement, correspondent presque exactement à l'effondrement des perspectives ou au contraire leur envolée dans la sphère professionnelle ou affective. L'entrée en couple en est un bon exemple, de même que la naissance d'un enfant.

Ce qui produit la variabilité des rétributions doit également être interrogé. Aux raisons immédiatement saisissables, comme la perte d'un emploi ou la fin d'une relation, l'entrée dans la vie active ou la mise en couple, il faut ajouter tout un ensemble de facteurs qui ne renvoient pas directement à l'individu. En effet, la valeur accordée aux rétributions dans tel ou tel univers est indexée sur la valeur que lui prêtent les autres bénéficiaires et la société toute entière. Par exemple, il est certain que le prix accordé au militantisme politique dépend en tout premier lieu de la valorisation sociale des activités politiques. Dans un contexte d'effervescence, les bénéfices de l'engagement ont toutes les chances en effet d'être supérieurs à ceux offerts dans un moment de perte de confiance en l'efficacité de l'action politique. De la même manière, la valeur sociale d'une cause, aussi bien que des manières d'y contribuer, peut varier en fonction des transformations de l'espace dans lequel celle-ci s'inscrit. Le succès élevé au début des années 2000 des mobilisations altermondialistes offre un exemple parlant de la valeur sociale en hausse de certaines causes et des effets induits en terme d'attractivité.

Enfin, pour finir, l'on doit s'attacher à comprendre comment et selon quelles logiques les individus « se débrouillent » de l'épuisement des rétributions, que cela passe par le refoulement, la distance au rôle, les tentatives de transformation du rôle ou la défection. C'est à ce point que la force de la dépendance au rôle et l'existence de *possibles latéraux*, déterminée notamment par le degré d'autonomie des sphères de vie, dessinent un univers de contraintes facilitant plus ou moins la défection. Et c'est autant la force socialisatrice du rôle que l'on quitte que la manière dont on le quitte qui rendent le mieux compte, une fois la sortie accomplie, et quelquefois de nombreuses années plus tard, de l'inflexion des trajectoires, des conséquences biographiques plus ou moins durables de l'engagement.

La socialisation au sein des organisations peut également porter, plus ou moins fortement selon les groupements considérés, sur l'intériorisation d'une vision du monde, de la place du groupe dans ce monde et de sa place dans ce groupe [Lambelet, Voegtli, 2009]. Les collectifs militants sont en effet régis « par des règles écrites et non écrites, où se transmettent des habitudes et des modes de croire, largement intériorisés par ses militants et responsables » [Lefebvre, Sawicki, 2006, p. 42-43]. De même que pour l'acquisition des savoir-faire et savoir-être, celle d'une vision du monde passe le plus souvent par une « incorporation », comme l'illustre bien l'exemple des prêtres ouvriers français, analysé par Suaud et Viet-Depaule dans lequel ils montrent que « c'est en s'exposant aux fatigues, aux salissures, aux risques du travail ainsi qu'aux sanctions parfois mortelles attirées par les éventuelles défaillances ou erreurs techniques, que les prêtres-ouvriers se sont mis en situation de connaître une contre-inculcation corporelle, opposée à celle souvent reçue au séminaire » [Suaud, Viet-Depaule, 2004, p. 199].

À ce propos, l'observation des pratiques permet de voir comment les institutions légitiment certains types de discours et de pratiques au détriment d'autres, et comment, face à ces contraintes, les membres ne disposent pas des mêmes ressources pour infléchir ou renouveler les idéologies dominantes. Ici, les ressources proprement institutionnelles (comme l'exercice d'une fonction de leadership formel ou informel, une proximité ou une appartenance aux cercles dirigeants, une légitimité militante fondée sur l'ancienneté ou les « faits d'armes ») mais aussi sociales et constituées en dehors des rétributions offertes par l'organisation (capacité d'expertise ou autorité morale liée par exemple au métier exercé) sont déterminantes de la capacité à résister et éventuellement à redéfinir les visions du monde imposées par l'organisation. Dès lors, pour rendre compte du maintien de l'attachement ou d'un éventuel désengagement, il faut aussi s'interroger sur l'érosion de cet aspect de

la socialisation militante. Comment rendre compte de l'affaiblissement de l'emprise idéologique de l'organisation, laquelle peut conduire à une réévaluation à la baisse des sacrifices que l'on est prêt à faire pour la cause ? L'on peut ici distinguer deux niveaux de détermination possibles.

D'une part, la force des croyances peut varier en raison d'un changement de climat politique, que celui-ci s'inscrive dans une théorie des cycles sociaux récurrents ou des *trends* de longue durée [Turner, 1969 ; Gusfield, 1979 ; Hirschman, 1983 et 1995], dans l'épuisement historique d'un modèle d'engagement [par exemple Ebaugh, 1977, sur la crise des vocations religieuses au sein de l'église catholique dans les années 1970 ou encore les effets de la découverte du goulag et plus tard l'effondrement du mur de Berlin sur la militance communiste], ou encore dans un moment de *backlash* et de retour à l'ordre. Ce que montrent par exemple Whalen et Flacks [1989] dans leurs travaux sur le devenir des participants au groupe Santa Barbara 19 (Alta Vista) d'opposition à la guerre du Vietnam. Selon eux, la première cause du reflux militant dans les années 1970 tient à un changement de climat politique. Après un temps, la croyance dans l'imminence de la révolution, la vision apocalyptique de l'avenir, perdent de leur valeur. La guerre du Vietnam s'achève alors que la répression des mouvements gauchistes, elle, s'intensifie. Un tel contexte pousse à une réappréciation des chances de succès du projet révolutionnaire aussi bien que du coût de l'engagement. Plus précisément, il devient de plus en plus difficile pour les jeunes activistes de sacrifier leur avenir professionnel au projet de réforme de la société qui n'apparaît plus atteignable. La question du *personal versus the political* l'emporte sur toutes autres considérations [Whalen, Flacks, 1989, p. 119]. De la même manière, la réussite plutôt que le déclin d'un mouvement peut produire une dissolution des convictions idéologiques. En effet, la satisfaction des revendications, l'institutionnalisation éventuelle des mouvements par leur intégration au cœur des circuits de décision de l'État, peuvent conduire à une révision des priorités et à une démobilisation. Que l'on songe par exemple à la démobilisation des mouvements gay à la fin des années 1970 [Duyvendack, Fillieule, 1999, Armstrong, 2002] ou encore à l'émergence du féminisme d'État [Katzenstein, 1998 ; Bereni, 2007].

D'autre part, la perte de conviction idéologique peut encore être produite par une *rupture du consensus* au sein d'un mouvement, l'apparition de factions et éventuellement de scissions. Les causes en sont potentiellement multiples et, sur ce point, la psychologie sociale a produit un grand nombre de résultats passionnants, notamment à partir de l'étude de petits groupes qui montrent à quelles conditions la

fidélité au groupe peut se maintenir. C'est par exemple le cas des travaux de Kanter, qui propose une typologie des éléments propres à susciter l'attachement (*commitment*) [1968]. Selon elle le maintien de l'attachement repose sur les deux mécanismes du *sacrifice* et de l'*investissement* : plus il a fallu faire de sacrifice pour entrer dans un groupe et s'y maintenir, plus le coût de la défection est élevé. Le coût de l'activisme en détermine en quelque sorte le prix. De même que chez Hirschman, Kanter s'inspire ici du concept de dissonance cognitive pour souligner la dimension psychique du coût : plus les efforts ont été intenses, plus il est difficile de reconnaître la futilité de ces efforts. La notion d'investissement, quant à elle, renvoie à l'existence d'alternatives. Plus les individus sont pris dans un système qui est le seul à distribuer les récompenses et les coûts, plus ils restent engagés [Kanter, 1968, p. 506]. On trouve par ailleurs une illustration frappante de la dépendance à l'organisation dans les travaux de Bernard Pudal qui montre bien comment ceux qui doivent tout au Parti communiste, cadres autodidactes et intellectuels d'organisation, sont pris dans une dépendance à la fois d'ordre psychologique (le sentiment de tout devoir à l'organisation) et matérielle (les ressources accumulées ne sont pas forcément convertibles ailleurs) [Pudal, 1989].

La socialisation au sein des organisations passe également par une redistribution plus ou moins profonde des réseaux de relation dans lesquels les militants sont pris, dans la sphère militante comme dans les autres sous-mondes sociaux. Adhérer à une organisation, c'est avant tout appartenir à un groupe, avec ses frontières et son univers de signification, c'est participer de son *illusio* ; c'est interagir avec d'autres membres, de manière plus ou moins régulière, c'est donc se construire une place ou une identité [voir le chapitre 10 dans ce volume]. Là encore les travaux de psychologie sociale sont précieux pour comprendre les mécanismes par lesquels la *cohésion* d'un groupe est assurée. Cette notion désigne les liens affectifs entre les individus et l'attachement émotionnel. Deux mécanismes jouent ici : la renonciation et la communion [Kanter, 1968]. La renonciation désigne le retrait de toute relation sociale en dehors du groupe, dans le but d'assurer un maximum de cohésion interne. On retrouve là les remarques de Bittner sur les groupes radicaux [1963], et de Coser sur la répression des relations sexuelles dans les groupes fermés [1974]. La communion, autrement dit le *we feeling*, marque toutes les manières de renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté soudée par la mise en œuvre d'une dialectique unanimité-exclusion. L'assurance de la cohésion passe aussi par des moyens et des techniques de contrôle des plus douces aux plus radicales, comme la mortification et le renoncement. La mortification

renvoie à la renonciation à ses désirs et à ses intérêts, à l'abandon de l'identité privée au profit d'une identification au groupe, ce que développe Goffman dans sa réflexion sur l'institution totale à partir de la notion de « mortification du soi ». Le renoncement renvoie de son côté au dévouement sans condition à une autorité, à l'intériorisation par les membres de ce que dit et de ce que veut le groupe.

Au total, la manière dont les groupes encadrent les relations de sociabilité en leur sein et par rapport aux relations à l'extérieur autant que la manière dont les individus y sont insérés pointent un ensemble de facteurs importants des logiques de l'attachement et du désengagement. Par exemple, les travaux de McPherson et son équipe ont produit des résultats intéressants sur les réseaux de sociabilité, sur leur rôle dans le maintien des engagements et, sur le poids des relations intra groupe dans la défection [McPherson, 1981, 1983; McPherson *et al.*, 1992; Popielarz, McPherson, 1995; Cress *et al.*, 1997 et le chapitre sur les émotions dans ce volume]. Ils montrent notamment que les individus qui sont pris dans de multiples réseaux sont plus susceptibles de quitter les organisations (*niche overlap hypothesis*), ce qui nous ramène aux notions de « multi-inscription » et de « sphères de vie ». Ils montrent également que les associations volontaires perdent plus vite les membres dont le profil est atypique par rapport au profil type des volontaires (*niche edge hypothesis*). Constat qui rejoint les remarques de Kanter pour qui, lorsque des groupes sont sous-représentés dans une organisation, ils subissent des tensions (stress, stéréotypes) et sont généralement exclus des réseaux amicaux informels créés dans l'action. Au total donc, le désengagement individuel n'est bien souvent pas séparable des clashes observables entre générations successives de militants [Gusfield, 1957; Taylor, 1989, Whittier; 1995, 1997; Popielarz, McPherson, 1995; Fillieule, Broqua, 2000, 2005; Voegtli, 2009].

À ce propos, l'on remarquera que ce ne sont pas toujours les plus anciens qui se trouvent marginalisés face aux transformations de la composition des collectifs. De nombreuses études monographiques montrent comment, face à l'afflux de nouveaux entrants, les militants de longue date peuvent, par divers moyens volontaires ou pas, verrouiller les groupements et rendre difficile l'intégration des nouveaux. Dans un travail consacré aux procédures de décision internes dans les mouvements sociaux américains, Polletta [2002] en donne plusieurs exemples. Elle montre notamment comment le *Women's lib*, parce qu'il reposait sur une structuration interne mettant en avant la sororité et refusait toute hiérarchie interne explicite, plaçait de nombreuses barrières à l'entrée pour les femmes désireuses de rejoindre le groupe, si bien que le renouvellement générationnel en était rendu quasiment

impossible [Polletta, 2002; voir aussi Freeman, 1972; Whittier, 1995]. Ces exemples nous conduisent *in fine* à souligner l'importance, lorsque l'on cherche à analyser le processus du désengagement, des approches générationnelles qui, justement parce qu'elles se soucient de la succession des différentes cohortes de militants, permettent de mettre au jour les chevauchements, les renversements d'équilibre générateurs de malaise et de défection, et de donner toute sa place aux stratégies de sélection déployées par les institutions [voir chapitre 10].

OUVERTURES

Au terme de cette esquisse de l'évolution et de la complexification des modes d'analyse du militantisme, sans doute conviendrait-il de s'interroger sur les impensés de ces recherches qui font signe, bien entendu, aux investissements biographiques des chercheurs eux-mêmes. De ces analyses sur les limites des études [pour un projet analogue, voir Sawicki, Siméant, 2009] peuvent se dégager des champs de recherche nouveaux, dont celui d'un comparatisme embrassant l'ensemble de l'espace social. La focalisation initiale sur les militants ouvriers puis celle sur les militants appartenant aux classes intermédiaires et intellectuelles, privilégie les militantismes évidemment associés aux mouvements sociaux (mouvement ouvrier puis « nouveaux » mouvements sociaux). Elle tend par conséquent à laisser en friches les militantismes moins visibles, soit parce qu'ils relèvent de militantismes en actes qui ne revendiquent pas le « label » militant, soit parce qu'ils s'insinuent dans des pratiques sociales et professionnelles qui sont souvent autant de lieux de reconversion de capitaux militants. Plusieurs familles de militantismes sont ici à envisager : le militantisme dans les classes dominantes ; les militantismes populaires ; les militantismes professionnels. Le militantisme des classes dominantes est presque totalement absent de la sociologie du militantisme alors même que, s'il existe une classe mobilisée, bien que certainement plus divisée qu'on ne le pense, c'est évidemment « la » classe dominante. Les études sur le syndicalisme patronal, et plus généralement sur les mille et une associations et mobilisations au sein desquelles militent activement les « militants dominants », sont pour l'essentiel à réaliser. Les recherches récentes de Déplade [2007, 2009] sur le Syndicat autonome des enseignants de médecine, ou d'Offerlé [2009] sur le syndicalisme patronal, ou d'autres plus anciennes, mais à revisiter sous cet angle [Pinçon, Pinçon-Charlot, 2007], sont encore trop peu nombreuses pour qu'on puisse prendre toute la mesure de cet activisme

militant qui diffère fréquemment des militantismes les plus étudiés par l'euphémisation de son caractère militant.

De même, il faudrait aussi prospector les militantismes populaires que le non-distinctivisme propre aux cultures populaires conduit à négliger, comme le suggère le cas des pompiers volontaires mis en valeur par Retière [1994] en même temps que réinvestir enfin le militantisme syndical avec les instruments renouvelés de la sociologie contemporaine du militantisme [Giraud, 2009 ; Bérout *et al.*, 2008 ; Politix, 2009].

Enfin, la sociologie du militantisme, dans une perspective relationnelle, à tout à gagner à l'étude de l'engagement dans les métiers et professions [Muel-Dreyfus, 1983 ; Willemez, 2003 ; Gaubert, Lechien, Tissot, 2006 ; Champy, Israël, 2009 ; Girault, 2009] qui, de même que l'histoire et la sociologie des intellectuels [Sapiro, 2009], conduit à penser la circulation des capitaux militants et les modes différenciés de leur actualisation sociale.

Enfin, et pour finir, dans un contexte de renouveau sensible des approches ethnographiques en sociologie du militantisme, tant aux USA qu'en France [par exemple Auyero, 2003 ; Blee, 2002, 2007 ; Dunezat, 2004 ; Broqua, 2005 ; Avanza, 2007 ; Bargel, 2008 ; Voegtli, 2009 ; Lambelet, 2009b], se dégage une attention de plus en plus sensible à l'irréductible hétérogénéité des collectifs, aux rapports sociaux de domination qui les traversent et, partant, les structurent, qu'il s'agisse de rapports de classe, de « race », de genre [Fillieule, Roux, 2009], et d'âge enfin, même si cette dernière dimension reste encore largement sous-explorée dans la littérature [voir cependant Lambelet, 2009b].